

Bien sûr, le peuple a lutté à sa façon, bien sûr il a protesté, criant, pathétique: "À bas la misère!", "À bas la faim!", "À bas l'exploitation!". Il a crié sa détresse mais sans jamais parvenir à s'organiser, son rejet d'un régime pourtant honni depuis des lustres ne parvenant pas à dépasser le stade de quelques marches certes courageuses, mais sporadiques, au Cap, aux Gonaïves, aux Cayes ou à Petit-Goâve. La capitale, qui connaît pourtant d'énormes problèmes sociaux, n'a pas bronché avant que le tyran ne quitte le pays, à l'exception peut-être du concert de John Littleton le 15 décembre où quelques centaines de jeunes ont alors crié des slogans hostiles au régime.

Le coup fatal, celui qui devait entraîner le départ en pleine nuit du couple présidentiel et son embarquement en tapinois à bord d'un transport de l'U.S. Air Force, fut porté de l'extérieur . . . Devenu un allié décidément trop "encombrant" pour une Amérique qui se pose avec ostentation comme la "championne de la liberté et de la démocratie", particulièrement auprès des nations sud-américaines qui savent d'expérience que celle-ci a manifesté jusqu'à ce jour une étonnante propension à s'accomoder de régimes qui, bien que bafouant les droits humains, ne remettaient pas en cause son hégémonie, Jean-Claude Duvalier n'avait pas le choix. Il devait partir!

À cet égard, la désinvolture avec laquelle Larry Speakes, le porte-parole du Président Reagan, a annoncé, une semaine avant le fait, la chute du despote montre bien à quel point Washington a été mêlé de près aux événements de février.

C'est que les stratèges de la Maison Blanche, sachant fort bien qu'aucun mouvement d'obédience communiste n'était sérieusement à l'oeuvre dans le pays, ont vite compris que les risques de déstabilisation qu'ils encourageaient en se débarrassant de Duvalier étaient, en définitive, minimes. Dans cette région vitale pour les intérêts de toute nature des États-Unis, il n'y avait absolument aucune chance que le pouvoir tombe dans des mains indésirables, les militaires et les civils chargés, par l'ex-dictateur, de composer le Conseil National de Gouvernement offrant à cet égard d'amples garanties . . .

### **Le fardeau du passé**

Cette "libération" venue d'outre-frontière inquiète car elle met en évidence une vieille lacune propre au plus démunis des peuples de l'hémisphère occidental: son incapacité quasi-congénitale à s'unir et à s'organiser en vue d'objectifs communs.

Et comment pourrait-il en être autrement dans ce pays où fourmillent toujours, en cette fin du 20<sup>e</sup> siècle, les séquelles débilatantes de l'une des plus abominables entreprises d'exploitation de l'homme par l'homme qu'ait connu l'humanité? Tant il est vrai que l'esclavage, pratiqué par les colons français de l'île de Saint-Domingue au 18<sup>e</sup> siècle, a traumatisé à un point tel cette race, transplantée de force sur un continent étranger dans des conditions horribles, qu'elle en porte aujourd'hui encore les douloureux stigmates.